



FRENTE BRASILEIRA  
CONTRA OS ACORDOS  
MERCOSUL-UE  
E MERCOSUL-EFTA



## Déclaration UE-Mercosur :

### “Mettre fin aux négociations d'un accord de libéralisation du commerce obsolète, néocolonial et déséquilibré”

Par le [collectif national Stop Mercosur](#), le [Front Brésilien contre l'accord UE-Mercosur](#), la coalition française [“Solidarité Brésil”](#) et le Réseau brésilien pour l'intégration des peuples (Rebrip)\*

***A l'occasion du Sommet pour un nouveau pacte financier international organisé à Paris les 22 et 23 juin, le président du Brésil, Luiz Inácio Lula da Silva et le président français Emmanuel Macron se rencontreront, notamment pour évoquer l'accord de libéralisation du commerce en cours de négociation entre l'Union européenne et les pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay). Alors que la Commission européenne déploie une énergie considérable afin de finaliser au plus vite les tractations en cours, les organisations de la société civile brésiliennes et françaises sous-signées exigent de la Commission européenne qu'elle mette fin aux pressions et menaces qu'elle exerce à l'encontre des pays du Mercosur, et elles appellent toutes les parties prenantes, notamment le Brésil et à la France, à mettre fin à ces négociations pour un accord de libéralisation du commerce obsolète, néocolonial et déséquilibré.***

Par cette déclaration, nos organisations voudraient rappeler combien ce projet d'accord de libéralisation du commerce entre l'UE et le Mercosur devrait aggraver les asymétries économiques et socio-environnementales existantes entre les deux blocs. Il accentuera la spécialisation primaire de l'économie des pays du Mercosur au détriment de la diversification économique. Les secteurs industriels brésiliens, l'agriculture familiale et paysanne, les petites et moyennes entreprises des pays du Mercosur - notamment en raison de l'ouverture des marchés publics - et les classes sociales moyennes et défavorisées des pays du Mercosur n'ont rien à gagner d'un tel accord si déséquilibré dont vont profiter les producteurs et exportateurs de matières premières agricoles, minières et énergétiques, les entreprises transnationales européennes produisant des produits pharmaceutiques, agrochimiques et des automobiles, ainsi que celles intéressées par les marchés publics et la privatisation des services publics, au prix de violations des droits humains et d'impacts socio-écologiques terrifiants sur les peuples indigènes et les populations locales, les terres, les forêts, les écosystèmes et la biodiversité.

En Europe, l'augmentation des quotas d'importation de viande à des tarifs de douane réduits signifie que les agriculteurs européens seront confrontés à une concurrence accrue qui fera baisser les prix, ce qui poussera à l'intensification du système agricole européen. Les multinationales européennes désireuses de mettre le grappin sur de nouveaux marchés publics et/ou d'exporter hors d'Europe des pesticides désormais interdits sur le sol européen et des voitures thermiques qui le seront à l'avenir seront les principales bénéficiaires de l'accord. Toujours plus d'entreprises, d'activités et d'emplois seront insérés dans des chaînes d'approvisionnement mondiales contrôlées le plus souvent par des multinationales occidentales, aggravant tant la fragilité que la dépendance de l'économie européenne aux marchés internationaux et à leurs instabilités intrinsèques. L'impunité suite aux violations des droits humains et des peuples perpétrées par les grandes entreprises transnationales n'en sera que renforcée. Si l'accord prévoit de supprimer plus de 90 % des droits de douane sur les échanges entre les deux zones, ce sont bien les entreprises des secteurs automobile, chimique et pharmaceutique européens, et du secteur agro-exportateur des pays du Mercosur, basé sur la monoculture, qui vont en tirer le plus grand bénéfice.

Avec un tel accord, les asymétries économiques entre l'UE et les pays du Mercosur vont s'approfondir, selon un modèle néocolonial d'accaparement des ressources, au détriment de la

diversité, de l'autonomie et de la résilience des économies locales et régionales, et de l'intégration entre les peuples. Là où les règles du commerce devraient être revues et limitées au nom des impératifs de ce 21ème siècle, ce projet d'accord organise strictement la logique inverse : les politiques climatiques, par exemple, sont acceptées à condition qu'elles ne contreviennent pas aux règles prévues pour augmenter le commerce international de biens et services.

Ce n'est pas une fatalité : des deux côtés de l'Atlantique, nous avons bien mieux à offrir en termes de coopération et de solidarité internationales qu'un accord commercial néolibéral. Nous partageons la nécessité de renforcer les liens entre les pays de l'Union européenne et ceux du Mercosur, et plus largement entre les populations européennes et latino-américaines. Mais cela ne saurait s'organiser autour du seul commerce de biens et services à transporter de part et d'autre de l'Atlantique. Au contraire, nous appelons nos Etats à s'engager et réorienter leurs relations géopolitiques et commerciales sur de nouveaux principes comme l'ont récemment [proposé](#) 170 organisations de la société : Coopération, Solidarité, Egalité, Démocratie, Soutenabilité afin « de garantir une bonne vie pour tous » plutôt que « d'assurer des profits pour quelques-uns ».

Plus d'infos sur l'accord UE-Mercosur : [www.collectifstoptafta.org](http://www.collectifstoptafta.org)

Le 22 juin 2023

\* Les 4 plateformes signataires de cette déclaration regroupent de très nombreuses organisations de la société civile française et brésilienne :

- le collectif national Stop Mercosur : ActionAid France, Aitec, Alternatiba, Amis de la Terre, Attac France, CGT, Confédération paysanne, Foodwatch, France Nature Environnement, FSU, Greenpeace, Union syndicale Solidaires, etc
- le Front Brésilien contre l'accord UE-Mercosur : ABONG, APIB, CUT, MST, FASE, REBRIP, CIMI, CONAQ, Marche mondiale des femmes,
- la coalition française "Solidarité Brésil" : Autres Brésils, CCFD –Terre Solidaire, Cedetim, CRID, Emmaüs International, France Amérique Latine (FAL), France Libertés, Secours Catholique -Caritas France etc.
- le Réseau brésilien pour l'intégration des peuples (Rebrip)